



Suite aux derniers événements, certains chauffeurs ne savent plus où ils en sont et nous les comprenons bien, d'autant que quelques uns se plaisent à brouiller les pistes. C'est pourquoi l'intersyndicale des chauffeurs fait ce communiqué afin de rappeler à tous où en sont les discussions avec le gouvernement.

## **LA PRIORITE DE NOTRE LUTTE : METTRE FIN AUX AGISSEMENTS ACTUELS DES VTC**

Syndiqués et non syndiqués, salariés, locataires et artisans, à Marseille, à Lyon, à Paris, nous nous sommes tous mobilisés en janvier et février pour dénoncer l'exercice illégal de l'activité de taxi par les VTC. Car nous faisons tous le même métier de chauffeur de taxis et, de ce fait, nous devons avoir conscience que nos destins sont liés.

L'intersyndicale s'est d'ailleurs réjoui en février de voir les chauffeurs prendre leurs responsabilités dans ce mouvement. Cette détermination était d'autant plus remarquable que les entreprises de radio-taxis (dont certains sont aussi des loueurs...) ont tout fait pour saboter notre mouvement de masse dès janvier (nombreux messages G7, Alpha Taxis incitant les chauffeurs à ne pas participer !). Pendant ces jours de lutte et pour certains de gardes à vues, les crédits, les locations, les redevances radios ont continué à courir. Où étaient alors ces entreprises qui prétendent aujourd'hui défendre le taxi ? Nous regrettons d'ailleurs que les fédérations ne se soient pas alors mobilisées avec nous dans l'intérêt général de la profession.

C'est donc pour la défense des intérêts moraux et matériels des chauffeurs de taxis que nous nous sommes mobilisés en janvier et en février contre le VTC (en abordant également le statut inhumain du locataire). Or, les intérêts des chauffeurs ne sont pas les mêmes que ceux des entreprises de radio ou de location. Si ces sociétés veulent se battre contre l'open data (qui est pourtant une très bonne proposition tant pour les chauffeurs que pour les clients) ou contre la remise en cause du statut du locataire-esclave alors que cela va à l'encontre de l'intérêt général (chauffeurs et clients). Nous avons d'ailleurs constaté que les chauffeurs n'étaient pas dupes et qu'ils ne se laissaient pas manipuler.

## **UNE LOI AVANT LES VACANCES**

Dès la semaine du 23 juin le député Thévenoud devrait nous présenter son projet de loi. Pour rappel, ce projet de loi devrait imposer de nouvelles contraintes aux VTC : changement de tutelle, abrogation d'Atout France, conditions d'immatriculations, régime de sanctions pour les chauffeurs et pour les applications, interdiction de la « maraude électronique », respect de l'article L231-3 du code du tourisme (pas le droit ni de stationner ni de circuler sur la voie publique sans réservation)...Lors de notre dernière entrevue, l'intersyndicale a demandé au député, entre autre, d'inclure absolument dans la loi le retour au siège social pour les VTC. Il faudra donc veiller à ce que le projet de loi permette un contrôle effectif des VTC et un véritable travail en réservation. Si ce n'est pas le cas, alors l'intersyndicale mettra tous les moyens à sa disposition pour défendre les droits élémentaires des chauffeurs.

Quand à Uberpop, la DGCCRF s'est saisie du dossier dès février dernier (ca ne date pas d'hier...) et suite à son enquête elle a saisi le Parquet de Paris le 2 avril dernier pour « pratiques commerciales trompeuses ». Les sanctions ne devraient donc pas tarder à tomber et la loi Thévenoud devrait intégrer des dispositions pour mettre fin aux applications du même type.

## **ACCENTUER LA MOBILISATION**

Plutôt que de se soucier inutilement de l'open data, il conviendrait que partout en France, chaque chauffeur de taxi contacte le député de sa circonscription afin de le sensibiliser aux problématiques des chauffeurs de taxi et de lui demander clairement qu'elle sera sa position lors du vote de la loi et de ses amendements éventuels. Chaque taxi de France a un rôle à jouer et c'est la mobilisation du plus grand nombre qui nous permettra de gagner cette première bataille, car cette lutte contre les VTC ne fait que commencer. A cette fin, notre intersyndicale réaffirme son ouverture et invite tous les chauffeurs à s'investir d'avantages dans les syndicats qui n'ont pas de pouvoir sans les chauffeurs.